

Les deux principales considérations sont de nature stratégique et politique. Du côté stratégique, comment une association plus étroite de la Grèce et de la Turquie avec l'Organisation nord-atlantique peut-elle aider à renforcer notre défense à tous, y compris celle de ces deux pays eux-mêmes, et comment cette association pourrait-elle aider à empêcher la guerre? Vous le savez, la Grèce possède une armée bien outillée, composée d'hommes qui savent se battre et qui, en réalité, font preuve d'un véritable courage dans la guerre de Corée.

M. CÔTÉ: Vous dites la Grèce?

L'hon. M. PEARSON: Je veux parler de la Turquie. Les Grecs ont également résisté avec courage contre l'agression communiste dans les Balkans. Voilà un peu de ce qui se rapporte à l'aspect stratégique de la question. Du côté politique, nous essayons d'organiser, en vertu du Pacte de l'Atlantique, un groupe d'États démocratiques dont l'association ne sera pas uniquement militaire, mais servira d'autres fins.

M. FRASER: Le commerce?

L'hon. M. PEARSON: Oui, .. très certainement le commerce. C'est un lent procédé, surtout en une période où nous attachons tant d'importance à la stratégie et à la défense, mais c'est un objectif que nous tâchons d'atteindre. C'est pourquoi nous avons inséré l'Article 11 dans le Pacte, et nous y attachons encore de l'importance. Il nous faut donc décider, après considération, si l'affiliation de ces deux pays, qui sont complètement éloignés de la région atlantique, marquerait un progrès vers la réalisation des buts de l'Article 11. C'est là, je crois, tout ce que je peux dire en ce moment sur le sujet.

M. GRAYDON: Y a-t-il d'autres membres possibles, outre ces deux-là?

L'hon. M. PEARSON: Peut-être, et c'est là un des aspects du problème. Si vous invitez ainsi de nouveaux membres, il est possible que vous receviez des demandes de pays qui n'auraient pas fait le premier pas.

Le PRÉSIDENT: Est-ce qu'il y a quelque chose de définitif au sujet de l'Italie et de l'Espagne?

L'hon. M. PEARSON: L'Italie, naturellement, est déjà membre de l'organisation, membre très estimé et prêt à collaborer. La question de l'affiliation de l'Espagne a été étudiée, mais non pas de façon aussi active que celle de la Grèce et de la Turquie.

Le PRÉSIDENT: La Suède est-elle membre?

L'hon. M. PEARSON: Non, pas la Suède. Elle a été invitée, mais a décidé de ne pas se joindre à nous.

M. GOODE: Monsieur le président, je voudrais revenir sur une déclaration qu'a faite M. Pearson au sujet de l'Iran. Il a manifesté de l'inquiétude quant à la situation qui y règne, et je crois que les membres sont du même avis. Monsieur le ministre, quelle est exactement la position de l'Iran en ce qui concerne le reste du monde arabe? Si des troubles éclataient en Iran, quelle influence cela pourrait-il avoir sur les autres pays arabes? Êtes-vous libre de répondre à cette question?

L'hon. M. PEARSON: Non, et je ne crois pas que mon opinion soit d'une grande valeur. Je ne connais pas assez à fond la question des relations entre l'Iran et les pays mahométans pour vous dire si, à mon avis, des troubles en Iran auraient une répercussion dans cette autre partie du monde.

M. GOODE: Quelqu'un de votre ministère pourrait-il répondre un peu plus tard à cette question? Avez-vous un expert qui s'occupe des affaires courantes de ces pays?

L'hon. M. PEARSON: Je ne crois pas que personne veuille en dire davantage. L'Iran est un pays mahométan et les autres seraient assez vivement intéressés à ce qui s'y passe. C'est là, je crois, tout ce que je puis dire.